

A Babord

L'expansion canadienne en Afrique

Une entrevue avec Aziz Fall

Aziz Fall, politologue d'origine sénégalaise et égyptienne, enseigne depuis 17 ans les sciences politiques, l'anthropologie, les relations internationales et le développement international à l'Université McGill et à l'UQAM. Il a été coordonnateur du Réseau québécois contre l'apartheid et fondateur du Groupe de recherche et d'initiatives pour la libération de l'Afrique (GRILA).

À bâbord ! : *À partir de votre vision de l'impérialisme, comment cernez-vous l'implication canadienne en Afrique ?*

Aziz Fall : Pour moi, le champ de l'impérialisme est historiquement caractérisé par l'ensemble des rapports entre le mode de production capitaliste et tous les autres modes de production: qu'ils soient précapitalistes ou non capitalistes. Cependant, nous entrons dans une nouvelle phase de cet impérialisme que je nomme le supra-impérialisme du mégalo-ensemble. Une phase permanente du capitalisme mais qui transcende la conception précédente, puisque d'une part s'intensifie, en plus de ce qui subsiste de l'ère précédente, un rapport stratégique renouvelé entre les formations sociales dominantes elles-mêmes. D'autre part, il y a l'avènement, du fait de la mondialisation – que je préfère qualifier de mégalo-ensemble pour sa prétention totalisante et surdéterminante – d'une plus grande hégémonie transnationale mondiale liant oligopoles, États, réseaux civils-communautaires et acteurs privés. Ce supra-impérialisme, surdéterminant notre système monde sous la houlette des États-Unis, s'épanche par redéploiements verticaux et transversaux et par régionalisations. Le Canada, puissance

secondaire fidèlement arrimée au tout, contribue à le rendre plus présentable, voire même défie ses abus en prônant un capitalisme non impérialiste et plus respectueux des règles internationales. Cette inclination réformiste est battue en brèche par le regain d'intérêts canadiens dans le monde. L'Afrique y apparaît pour le Canada, qui n'y a pas de passé colonial (hormis la participation à la guerre Anglo-Boers en Afrique du Sud en

1880), comme un inespéré champ d'expansion. La compétition qu'elle livre aux espaces néocoloniaux et impérialistes post-indépendances a été d'abord feutrée dans les années 1970 et 1980, pour devenir plus prégnante dès la décennie 1990, à la faveur de son alignement sur les programmes d'ajustements structurels (PAS) de la Banque mondiale et du FMI et leur déstructuration des modèles politiques africains. On note donc un plus grand activisme du Canada par de multiples acteurs à ce titre.

AB ! : *Qu'est-ce qui, structurellement, prédispose l'Afrique à cette pénétration canadienne ?*

A.F. : L'Afrique est encore captive de la vieille division internationale du travail, c'est-à-dire principalement assujettie à l'exportation de matières premières et de sources d'énergie, dont les réserves sont les plus riches de la planète. Il y a bien, de façon éparse, quelques fragiles tissus industriels peu compétitifs et une faible part de l'investissement mondial. Malgré des taux de croissance supérieurs aux pays avancés, mais insuffisants pour leur développement, les formations sociales sont donc piégées entre le mode néocolonial de croissance, désormais essoufflé, et l'intégration au forceps dans la mondialisation. Celle-ci marginalise un grand nombre d'entre elles, coopte surtout des secteurs de rentabilité immédiate et favorise la fuite des cerveaux et des forces de réserve. Il en résulte une accentuation de la paupérisation, la privatisation de l'État et l'instrumentalisation des conflits pour l'enrichissement.

Depuis sa politique anti-apartheid, le Canada jouit d'une aura enviable, mais sa coopération est désormais questionnable. La révision des codes miniers et les vagues de privatisation ouvrent ce secteur aux firmes juniors canadiennes du domaine des minerais. La politique des Libéraux, reprenant le credo du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), va permettre de renforcer cette inclination affairiste, en même temps que s'accroîtra le rôle développementaliste et entrepreneurial d'ONG au nom de l'avènement d'une société civile africaine et de la lutte contre la pauvreté, désormais véritable enjeu de

luttres de pouvoir. Le pouvoir Conservateur devrait perpétuer ces tendances avec moins de générosité d'ailleurs.

AB ! : *Concrètement, comment s'exprime cet impérialisme et, plus spécifiquement, dans quel secteur ?*

A.F. : Constatons la rapidité de l'expansion canadienne dans le secteur minier africain à la faveur de sa libéralisation et de sa déréglementation mais aussi des guerres. Avec les incitatifs à l'investissement offerts aux compagnies par Ottawa, en dix ans, le Canada y a pris la tête mondiale du secteur de prospection et de financement. Puisque l'État africain déstructuré courtise à tout prix les multinationales, autant pour sa propre reproduction que pour son arrimage dans l'économie monde, on assiste à un laisser-aller et à une ponction effrénée des ressources naturelles. L'ONU a dénoncé le pillage au Congo par quelques 85 compagnies à la faveur de la guerre, dont sept canadiennes, puis les a exonérées plus tard sans explication convaincante. L'absence de code d'éthique contraignant fait que des multinationales canadiennes ont contribué en toute impunité aux violations des droits de la personne et de l'environnement (assassinats de dizaines de mineurs à Bulyanhulu en Tanzanie, contamination au cyanure des mines d'or à Sadiola au Mali, ou au Ghana, etc). On parle peu de ce marché qui frise les 50 milliards. Il y a à peine trois ans, sur les

117 plus importantes compagnies de prospection en Afrique, 53 étaient canadiennes. Un de nos chercheurs, Fodé Moussa Keita, décrypte ces phénomènes et démontre que Toronto est devenue la capitale mondiale des affaires minières. Cotées en bourse, participant aux investissements de portefeuilles des particuliers, ces firmes sont dans la prospection et l'exploration en symbiose avec le secteur financier et politique. Dans certains pays africains, le Canada compte plus de 100 concessions et acquisitions, et il y a plusieurs dizaines de pays en exploration. Bien souvent, tout cela se fait au détriment des conditions socio-économiques des populations qui profitent marginalement de ces spéculations.

AB ! : *Comment expliquer que l'État canadien n'intervienne pas pour*

faire respecter ses engagements internationaux en termes de droits humains et de responsabilités sociales des entreprises ?

A.F. : Le Canada, parmi les pays avancés, jouit d'une image respectable, le respect des droits humains étant une valeur civique bien constitutive de l'identité canadienne. Le Canada intervient surtout sous pression, comme lorsqu'on a pu obliger des firmes multinationales à comparaître devant des commissions parlementaires (comme pour Shell au Nigéria, ou le pillage du Congo). L'ordre capitaliste répugne à se doter de mécanismes contraignants contre les exactions des multinationales, et donc le Canada assure plutôt un travail symbolique en la matière. On a deux à trois fonctionnaires dans tout le pays pour faire appliquer les principes directeurs de l'OCDE qui, de surcroît, sont poreux et peu contraignants. Les multinationales sont encouragées à concurrencer, et le respect de la souveraineté ainsi que des droits des nations et des peuples, reste secondaire.

AB! : *En dehors du secteur minier, quels sont les autres secteurs prédisposant l'Afrique aux joutes inter-impérialistes ?*

A.F. : La guerre internationale du Congo, le pavage interétatique des grands lacs et de la corne de l'Afrique, autant d'enjeux stratégiques qui n'ont pas suffisamment retenu l'attention ici. Il y a eu près de quatre millions de morts au Congo, la déstructuration de la Somalie, de la Côte d'Ivoire, mais aussi de formidables épisodes de luttes démocratiques et d'intégrations régionales découragées et dévoyées de par le continent. Le secteur en vogue est l'ordre sécuritaire et antiterroriste et le soutien aux régimes qui s'y alignent. L'Afrique a été drainée avant le 11-Septembre dans la surenchère sécuritaire et l'exacerbation des culturalismes que nous vivons. On constate forces d'interposition et milices alignées sur l'OTAN et le néolibéralisme militarisé. L'Afrique a plutôt besoin de justice sociale, de redistribution. Le *lumpenproletariat* qui risque sa vie pour atteindre l'Europe témoigne du désarroi d'une jeunesse exaspérée par le manque de perspectives. Ces dernières sont d'autant plus amoindries qu'au nom de la gouvernance, on a assisté à une

dépolitisation et repolitisation par la reconfiguration des fonctions de l'État avec les PAS et autres luttes contre la pauvreté, mais aussi par les manœuvres de résistance et de reproduction des intérêts de classe des couches dominantes locales. Tout ce qui pourrait favoriser une repolitisation démocratique des masses et une renaissance africaine est substantiellement découragé. À ce titre, une victoire contre l'impunité sur le continent et à l'ONU a eu lieu dans l'affaire Sankara que j'ai l'honneur de coordonner avec une vingtaine d'avocats. C'est un camouflet à l'impérialisme qui soutient à bout de bras le régime actuel du Burkina. Faut-il rappeler que la révolution du Burkina de 1987, annihilée en même temps que son leader, est aussi le dernier épisode révolutionnaire du continent ?

AB ! : *Vous dressez un portrait qui bat en brèche l'image désintéressée du Canada en Afrique, mais le Canada reste quand*

même en-deçà du rôle des États-Unis ou des anciennes métropoles coloniales...

A.F. : Ce n'est pas comparable, mais l'activisme du Canada relève de la *realpolitik* et de son ambition de profiter de la mondialisation. Brian Mulroney promettait une aide internationale à 0,5 % du PIB en 2010. Il faudra probablement dix ans de plus pour y arriver. N'oublions pas que c'est Lester B. Pearson qui a proposé le 0,7 % d'aide des pays riches, et on peine à atteindre la moitié de cette somme dont une bonne partie demeure liée et donc profite aux Canadiens. La coopération sert avant tout l'intérêt stratégique du pays. Bien sûr, il y a des îlots de solidarité et de belles expériences, mais le modèle canadien s'éloigne de sa référence scandinave, elle-même ayant pâli.

AB ! : *Quelles sont les voies alternatives sur lesquelles devraient s'aligner le continent africain et le Canada ?*

A.F.: Entre autres, un développement autocentré durable, prioritairement tourné sur la satisfaction des besoins essentiels de la masse de nos populations, une intégration continentale effective, la repolitisation démocratique de nos populations et leur contrôle du

pouvoir, l'émancipation des femmes et une solidarité internationaliste dans un monde plus polycentrique. Bref, rien qui ne flatte la mode, mais qui je l'espère emportera l'adhésion de plus de Canadiennes sitôt qu'ils découvriront la nature de l'Afrique et des relations qui la lient avec le Canada.

entrevue réalisée par **Mouloud Idir**